

Can pigs fly ? ¹

Haris Golemis

Économiste, directeur de l'Institut Nicos Poulantzas (Athènes) et membre de la direction de Transform ! Europe

« Encore en train de penser ? » demanda la duchesse, en inclinant une fois de plus son petit menton pointu. « J'ai le droit de penser » dit Alice sèchement, parce qu'elle commençait à se sentir un peu énervée. « Tout comme les cochons ont le droit de voler » dit la Duchesse.

Lewis Carroll, Les Aventures d'Alice au pays des merveilles

Il n'est pas certain qu'un journaliste zélé, à l'esprit plutôt tordu, soit le véritable inventeur de l'acronyme PIGS, composé des initiales des pays Portugal, Italie, Grèce, Espagne et signifiant *cochons* en anglais, que j'ai lu pour la première fois dans le journal *l'Economist* du 9 juillet 2008. Les connotations de cet acronyme sont racistes, xénophobes et injurieuses. Cependant, il exprime parfaitement la vision stéréotypée qu'ont les gens du Nord de l'Europe des Européens du Sud et, quel que soit son inventeur, son usage grandissant dans le débat public montre clairement qui détient l'hégémonie idéologique dans l'Union européenne d'aujourd'hui.

Il n'y a aucun doute que la Grèce est le plus vulnérable de ces *pigs*, c'est-à-dire de ces dilapidateurs irresponsables et prodigues d'Europe du Sud. Avec un énorme déficit public de presque 12,7% du PIB, «découvert» seulement après les élections d'octobre 2009 ², une dette publique de même importance de presque 300 milliards d'euros, soit environ 13% du PIB (dont une grande part viendra à échéance en 2012) et un déficit actuel alarmant (14% du PIB),

il n'est pas surprenant que ce pays ait été happé par la machine à broyer des marchés financiers, bien que, selon des soupçons largement répandus, ce soit l'euro lui-même qui soit la vraie cible des spéculateurs internationaux. Au moment où le présent article est écrit, le taux d'intérêt des emprunts décennaux du gouvernement grec sur les «marchés» est de presque 7%³. Cela signifie que pour le gouvernement grec, le coût d'emprunt à des investisseurs institutionnels internationaux et des spéculateurs (à savoir les fonds spéculatifs étrangers, les fonds de pension et les grandes banques françaises, allemandes ou anglaises, qui par ailleurs sont détenteurs de 70% de la dette grecque,) est le double de celui du gouvernement allemand.

Les déséquilibres fiscaux grecs sont, dans une grande mesure, liés à ce que l'on appelle la «crise de la dette souveraine» qui est la troisième étape de la tourmente économique actuelle, la crise financière et celle de «l'économie réelle» étant considérées comme étant, respectivement, la première et la deuxième étape. Le «sauvetage» du secteur bancaire, ainsi que des mesures conjoncturelles destinées à empêcher une récession sévère et/ou des explosions sociales, sont la principale cause de l'augmentation générale de la dette publique dans l'ensemble de l'Europe et la plus grande partie du monde développé. Selon les estimations de la Commission européenne, la dette publique va continuer d'augmenter et, si les gouvernements ne changent pas leur politique, dans les 27 pays membres de l'UE, le rapport moyen entre l'endettement et le PIB pourrait atteindre 100% en 2014⁴. Dans ce contexte, le «problème grec» est aussi un «problème Sud-européen» et un «problème de l'UE».

L'Union européenne : l'heure de vérité

La manière dont l'UE a jusqu'alors traité le problème grec est un indice de sa propre crise identitaire et des rivalités entre ses États membres, ainsi qu'entre ces derniers et les institutions de l'Union (Commission européenne, Banque centrale européenne–BCE–, Parlement européen). Au mépris de tout concept de «solidarité européenne», la Grèce a été livrée à la merci des marchés. Il apparaît que le soi-disant «soutien fiscal de l'UE», convenu et décidé lors de la rencontre du 25 mars 2010 des seize chefs d'État des pays de la zone Euro (l'Eurogroupe), est devenu un simple euphémisme désignant le seul compromis susceptible d'être accepté par l'Allemagne, un pays qui semble avoir abandonné non seulement son modèle du capitalisme «rhénan» mais aussi son traditionnel rôle dirigeant dans le processus de l'unification européenne, remplacé désormais par sa nouvelle ambition : devenir l'une des nouvelles puissances mondiales⁵. Selon cette décision, si une majorité des membres de l'Eurogroupe souhaite accorder un prêt à la Grèce, ils peuvent le faire, conjointement au Fonds monétaire international (FMI), aux taux en vigueur sur le marché, mais seulement après décision unanime des membres de

l'Eurogroupe et seulement si la Grèce ne peut pas emprunter sur les marchés internationaux ; c'est-à-dire seulement si elle est sur le point de faire faillite. Cependant, puisque le danger d'une telle faillite pourrait contaminer les autres pays d'Europe du Sud et en fin de compte l'Euro-zone elle-même, il n'est pas improbable que le « mécanisme de soutien » puisse être mis en œuvre et que la Grèce soit obligée de suivre les règles de conditionnalité du FMI, en faisant l'impasse totale sur la BCE.

L'inaction de l'UE montre aussi l'instabilité du compromis néolibéral forgé dans les années 1990 entre les grands États fondateurs (notamment la France de Mitterrand et l'Allemagne de Kohl, mais aussi la Grande-Bretagne de Thatcher), matérialisé par le traité de Maastricht et ensuite repris dans tous les traités (Amsterdam, Nice, Lisbonne). Une union monétaire entre des États capitalistes indépendants présentant de grandes différences en matière de productivité et ayant chacun son propre régime fiscal, social et salarial, dont le budget commun est minimal et dont la Banque centrale non seulement n'est pas une banque de crédit de dernier recours (comme c'est le cas par exemple pour la Réserve fédérale aux États-Unis et la Banque d'Angleterre au Royaume-Uni) mais a pour seul objectif d'assurer un bas taux d'inflation, n'est pas viable sur le long terme. Il est évident pour tout le monde que dans le cas d'une crise grave, comme celle dans laquelle nous sommes plongés, l'Union monétaire européenne serait condamnée à vaciller, même si auparavant les classes populaires d'Europe avaient déjà été saignées à blanc sous l'effet du Pacte de stabilité.

Toutefois, dans la période d'arrogance du monde occidental qui a suivi l'écroulement du communisme soviétique, les forces politiques dominantes en Europe croyaient qu'un capitalisme néolibéral, sans crises, nous mènerait très vite vers la fin de l'histoire.

Il est cependant prudent de ne pas interpréter ce qui s'est passé dans les années 1990—et continue de se passer aujourd'hui—comme étant des « erreurs » commises dans les choix ou la politique. L'admission de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne dans l'UE n'était pas une erreur : elle a été résultat de décisions d'État prises dans un monde bipolaire essentiellement pour des raisons géopolitiques, tant chez les anciens membres que chez les « nouveaux entrants ». Maintenir, en Allemagne, les augmentations des salaires à des niveaux inférieurs aux gains de productivité pendant les quinze dernières années ; mener une politique dont l'effet a été de générer d'énormes surplus de liquidités monétaires dans ce pays et des déficits de mêmes dimensions chez ses partenaires d'Europe du Sud, ne sont pas des erreurs : c'est le résultat du déséquilibre entre les forces politiques et sociales—l'affaiblissement de la classe ouvrière allemande divisée—dans l'Allemagne après sa réunification. Abandonner aujourd'hui un membre de l'UE à son destin—décision qui pourrait mettre en péril non seulement la stabilité de l'euro mais l'existence même

de l'Union européenne—n'est pas une erreur : c'est le résultat, d'une part, de la décision de la plupart des États de l'UE et de leurs gouvernements conservateurs ou de centre gauche de se soumettre aux règles des marchés financiers et, d'autre part, de la politique menée par le gouvernement de Madame Merkel, qui apparemment influence et en même temps exprime la volonté de la majorité du peuple allemand.

La Grèce : un *cochon d'Inde* pas tellement innocent

Il n'est ni sage ni politiquement honnête de rester silencieux sur le très mauvais état dans lequel se trouve l'économie grecque. Ses déséquilibres fiscaux extrêmes ne sont pas uniquement dus à la crise mondiale, mais aussi à des choix politiques passés ou récents reflétant le rapport entre les forces politiques et sociales dans ce pays, ainsi qu'au mode de reproduction de sa formation sociale capitaliste. Celui-ci présente, entre autres, les caractéristiques suivantes : une base productive faible, un bas niveau d'épargne et d'investissement, un secteur public inefficace et gaspilleur (dotations insuffisantes des hôpitaux, écoles et universités en moyens financiers et en personnels), clientélisme et corruption liés à des dépenses militaires énormes, inégalités de revenus extrêmes, importante économie souterraine, précarité d'emploi très répandue chez les autochtones et les immigrés, bas niveau des salaires et des retraites et, enfin et surtout, maigre rendement fiscal dû aux faibles taux d'imposition des sociétés et des hauts revenus, et évasion fiscale très étendue pratiqués par une « alliance interclasses » comprenant les grandes sociétés grecques, étrangères et *off-shore*, mais aussi des entreprises moyennes et petites, ainsi que des professionnels indépendants (avocats, médecins, propriétaires de taxis, plombiers, etc.).

Comme nous l'avons dit précédemment, suite à l'insistance du gouvernement allemand, l'UE non seulement s'est abstenue de prendre une quelconque mesure politique pour soutenir l'économie grecque, mais n'a même pas émis de déclaration publique claire de soutien, susceptible de mater avec espoir de succès la « bête » des marchés financiers. Le Programme de stabilité du gouvernement Papandreou, approuvé et supervisé par la Commission européenne, la BCE et le FMI (lequel selon les déclarations officielles ne fournit que son « expertise technique ») a défini des objectifs politiques qui sont non seulement irréalistes mais aussi désastreux pour l'économie et la société grecques. Ce programme a pour objectif de réduire le déficit, qui était de 12,7% du PIB en 2009 à 8,7% en 2010 et à 5,6% en 2011 ! Le pays est censé parvenir au niveau du Pacte de stabilité en 2012, lorsque le déficit tombera à 2,8% du PIB. Aucune personne de bon sens ne peut croire que ces objectifs puissent être atteints sans plonger le pays dans la stagnation et l'extrême pauvreté. Il est utile de remarquer que le gouvernement du Royaume-Uni (pays dont le

rapport déficit/PIB est égal à celui de la Grèce) ne songe pas à réduire le sien de manière brutale—décision soutenue même par le journal *Financial Times* ⁶ prônant habituellement la plus grande fermeté.

La Grèce est le «maillon faible» de l'UE, non au sens anti-impérialiste de Lénine, mais parce qu'il s'agit d'un petit pays, endetté et impuissant de la périphérie européenne; elle joue le rôle du *cochon d'Inde* (cobaye) dans une grande expérience sociale, politique et géostratégique. Les classes dominantes et les forces politiques (principalement mais pas exclusivement) des grands pays de l'UE attendent que cette expérience leur fournisse des réponses aux questions suivantes, parmi d'autres :

Le gouvernement du plus mauvais de ces *PIGS* parviendra-t-il à réduire les salaires réels, se débarrasser des agents publics «excédentaires», augmenter la flexibilité au travail, privatiser ce qui reste encore du secteur public y compris le système de retraites, retarder l'âge de la retraite, etc. ? Papandreou sera-t-il capable d'obtenir un consensus social et politique au nom de l'intérêt national de la Grèce, ou bien, si cela s'avère impossible, comment réussira-t-il à étouffer la colère du peuple ? La Grèce réussira-t-elle enfin à convaincre les marchés qu'elle est capable de respecter le Pacte de stabilité, quel que soit son coût social, ou bien demandera-t-elle que soit activé le «mécanisme de soutien» ? Si cette dernière décision est prise, quelle en sera la mise en application et quelle sera la réaction du peuple grec ? Quelle sera la répercussion de l'intervention du FMI sur les relations euro-atlantiques ? La Grèce et éventuellement d'autres pays du Sud décideront-ils de quitter volontairement la zone Euro, ou bien devront-ils en être expulsés s'ils poursuivent leurs politiques, et quel effet une telle décision aura-t-elle sur l'Euro ?

La politique du gouvernement grec vis-à-vis du FMI, louée par tous ses partenaires de l'UE, n'a pas, jusqu'à présent, réussi à réduire les écarts entre les obligations gouvernementales allemandes et grecques. Les marchés et leurs fameuses agences de notation poussent le pays à accepter le «mécanisme de soutien» dans le but de tester également la force de l'Euro, et il semble que l'Allemagne, revenue à des idées plus raisonnables (dans son propre intérêt et celui de la zone Euro) n'opposera pas son veto à une décision de l'UE.

Alternatives de la gauche radicale : aisées à concevoir, difficiles à appliquer

La gauche radicale en Europe peut avoir le sentiment d'avoir eu sa revanche au plan des idées, puisqu'elle a depuis toujours critiqué la construction néolibérale mise en place par les différents traités européens depuis celui de Maastricht. Le projet néolibéral européen est titubant et personne ne peut garantir son avenir. Si les *pigs* ne peuvent pas voler, ce n'est pas de la faute des *pigs* ! Cependant, une satisfaction intellectuelle *a posteriori* ne signifie pas une victoire, bien qu'elle puisse être une arme utile dans la bataille idéolo-

gique et politique contre les deux forces politiques que sont la droite et le centre gauche, toutes deux responsables de l'état dans lequel se trouve l'UE. Le problème est que la gauche n'a pas réussi à prévenir le déclenchement de ce désastreux processus néolibéral d'intégration, ni à le changer après son démarrage. Des actions efficaces sont aujourd'hui d'une urgence encore plus grande, étant donné que, dans tous les pays d'Europe, la situation est extrêmement difficile pour les travailleurs.

Je suis assez bien placé pour savoir qu'en Grèce Synaspismos a un programme cohérent pour une sortie progressive de la crise; celui-ci inclut des propositions spécifiques pour la zone Euro et l'UE en général, et je suis certain que la même chose est vraie pour la plupart des partis de gauche en Europe. Ce que nous ne savons pas c'est comment la gauche radicale peut acquérir, dans nos pays, l'hégémonie politique et idéologique en vue de parvenir à un changement du rapport des forces politiques et sociales, sans lequel aucune transformation sociale n'est possible, que ce soit au niveau européen ou à celui des nations. Ci-après sont exposées quelques idées personnelles, pas tellement originales, concernant cette entreprise.

Des pistes de travail

Face à la crise en cours et aux problèmes en Grèce, dans les pays du Sud de l'Europe, dans la zone Euro et dans l'UE en général, les forces de la gauche radicale européenne devraient :

Saisir l'occasion pour parler de l'irrationalité, de l'instabilité et de l'injustice du capitalisme financiarisé, c'est-à-dire du capitalisme de notre époque. Il est honteux que l'humanité soit dépendante de l'humeur et des projets d'une poignée de fonds spéculatifs et de grandes banques. Les marchés ne devraient pas être autorisés à gouverner nos vies.

Dénoncer l'architecture néolibérale du projet européen tel que le présente le traité de Lisbonne et, parallèlement, diffuser partout l'idée de la nécessité d'une «refondation de l'Europe» selon de nouveaux critères qui doivent être basés sur la volonté populaire. Si cela ne se produit pas, l'UE «actuellement existante» connaîtra, tôt ou tard, un destin similaire à celui du «socialisme existant».

Tenter de construire des larges alliances politiques et sociales au niveau national, Sud-Européen et de l'UE. À ce sujet je voudrais mentionner l'importance symbolique de la visite éclair, en février dernier, du président et d'une petite délégation de Synaspismos au Portugal et en Espagne pour discuter, avec les dirigeants de Bloco, du Parti Communiste d'Espagne et de la Gauche unie (Izquierda Unida), sur les manières de coordonner les luttes des pays du Sud de l'Europe. Cette visite a été suivie, quelques jours plus tard, par une rencontre internationale à Athènes intitulée «La crise et le Sud

européen», avec la participation de Lothar Bisky, des représentants des partis de la gauche radicale du Sud européen, de Pedro Páez de la Banco del Sur et de représentants de Transform ! (Elisabeth Gauthier et Haris Golemis).

Expliquer l'impasse des politiques dictées par le Pacte de stabilité et mises en œuvre par les programmes de stabilité nationaux et rappeler aux gens l'histoire honteuse du FMI qui, après avoir mis au pas certains nouveaux entrants dans l'UE (la Lettonie, la Hongrie, la Roumanie), est appelé maintenant à sauver un membre de l'Eurogroupe.

Proposer des programmes crédibles, mais pas nécessairement détaillés, pour la sortie de crise, y compris des mesures radicales (par exemple, ajustement de la dette, socialisation d'une partie ou de la totalité du système bancaire, etc.) qui devront être soigneusement conçus quant à leur efficacité et leurs conséquences.

Éviter de tomber dans le piège de la défense des intérêts nationaux, en soutenant des «contrats sociaux». Contrairement à ce que proclament les partis traditionnels, dans le but de recevoir le soutien de toutes les classes sociales, il n'existe pas de solutions gagnant-gagnant, surtout lors d'une crise majeure.

Ne pas hésiter à soutenir d'éventuelles mesures gouvernementales susceptibles d'augmenter la base d'imposition sans toucher aux revenus des salariés qui, habituellement, supportent la charge fiscale la plus lourde dans les pays d'Europe du Sud. Dans la stratégie à long terme de la gauche radicale, le populisme n'est pas payant.

Refuser les propositions, hostiles ou amicales, de sortie d'un pays de la zone Euro ou de l'UE. Récemment, quelques intellectuels de gauche et des groupes d'extrême gauche en Grèce, mais aussi un certain nombre de membres distingués de Synaspismos et de Syriza, ont flirté avec l'idée d'une sortie soi-disant «progressive» de la zone Euro⁷. Mon opinion est, compte tenu du rapport de forces actuel, qu'une sortie de la Grèce ou d'un autre pays Sud-européen de la zone Euro, ne peut être qu'inefficace et en outre serait un comportement «rétrograde», voire dangereux. Cela signifierait un retour vers une monnaie nationale dépréciée qui augmenterait la dette publique et privée stipulée en euros, réduirait les salaires et pensions réels et conduirait à une énorme fuite des capitaux qui amplifierait les difficultés fiscales et d'échange monétaires, rendant le recours au FMI inévitable. Par ailleurs, cela aggraverait les divisions entre les travailleurs du pays en question et les travailleurs des autres pays de l'UE, au profit de la droite populiste et extrême.

La situation en Grèce, dans le Sud de l'Europe et dans l'UE est réellement préoccupante et instable. Il est impossible de dire si la crise détruira le projet néolibéral délabré des classes dominantes d'Europe et des forces politiques traditionnelles, ou bien si elle sera un catalyseur pour une prétendue «gouvernance politique» de nature néolibérale d'une Union européenne dans laquelle seront présents, ou non, tous les «pigs» ou certains d'entre eux. Dans ces circonstances historiques, la gauche radicale européenne doit tenter de retrou-

ver sa perspective transformatrice constitutive de son identité. Pour accomplir cette mission ardue nous disposons d'un atout qui nous est propre : la solidarité internationaliste, la coopération et l'action commune.

Essayons de donner une vie concrète à notre objectif.

Notes

1. Les cochons peuvent-ils voler? contribution présentée lors d'un débat à Bruxelles début avril 2010.
2. L'objectif initial pour le rapport déficit public/PIB inclus dans le budget du gouvernement de la Nouvelle démocratie était de 2%, la mise à jour de la Commission l'a augmenté à 3% en janvier 2010 et au printemps 2010 à 3,7% (voir : *Council Decision Establishing whether effective action has been taken by Greece in response to Council Recommendation of 27 April 2009, Commission for the European Communities*, Brussels, 11.11.2009, SEC (2009) 1549 final). Un rapport publié par la Commission européenne le 1^{er} janvier 2010, écrit sur demande des ministres des Finances de l'UE, a trouvé «une falsification délibérée des chiffres par le gouvernement grec en 2009». Selon un article de Louise Story, Landon Thomas et Nelson D. Schwartz publié dans le *New York Times*, le 13 février 2010, la célèbre banque d'investissement Goldman Sachs a, depuis 2001 lorsque la Grèce est entrée dans la zone euro jusqu'à une date récente, aidé les gouvernements grecs successifs à «manipuler» les statistiques grecques.
3. 11% fin avril. (NdT)
4. Commission européenne, Directorate général pour les Affaires économiques et financières, *Sustainability Report 2009*.
5. Pour une excellente présentation des changements dans ce pays voir Perry Anderson, «A new Germany?», *New Left Review*, 57, mai-juin 2009.
6. Voir «World economists join UK fiscal fray», éditorial, *Financial Times*, 18 février 2010, en référence à une lettre adressée au journal par 67 éminents économistes sous le titre «Première priorité : restaurer une croissance robuste», dans laquelle ils disent entre autres : «Il n'y a pas de désaccord sur la nécessité d'une consolidation fiscale pour remettre les finances publiques du Royaume-Uni sur une base solide. Mais le calendrier de ces mesures doit être fonction de la force de la restauration.»
7. Voir C. Lapavistas *et al.* «Euro-zone Crisis: Beggar Thyself and Thy Neighbour», RMF article occasionnel, Recherche sur la monnaie et la finance, SOAS, mars 2010.